Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

104-105 | 2006

Anthropologie et Histoire face aux légitimations politiques

Fonder le territoire : état postcolonial et enjeux de mémoire à Madagascar

Founding the Territory: The Postcolonial State and Memory Issues in Madagascar

Didier Galibert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/577>

DOI : 10.4000/jda.577

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 287-306

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Didier Galibert, « Fonder le territoire : état postcolonial et enjeux de mémoire à Madagascar », *Journal des anthropologues* [En ligne], 104-105 | 2006, mis en ligne le 21 décembre 2010, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/577> ; DOI : 10.4000/jda.577

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Journal des anthropologues

Fonder le territoire : état postcolonial et enjeux de mémoire à Madagascar

Founding the Territory: The Postcolonial State and Memory Issues in Madagascar

Didier Galibert

- 1 La nation malgache postcoloniale est instituée par l'État, qui assigne une histoire et une langue à un territoire délimité par les ajustements de la topographie officielle de la colonie de « Madagascar et dépendances », aux termes des négociations menées à la veille de l'adoption de la « Déclaration commune franco-malgache » d'indépendance à Tananarive le 26 juin 1960. La commémoration de ce jour fournit le support principal d'un ensemble de dramaturgies politiques, au cours desquelles la bureaucratie étatique s'efforce de donner à voir sa capacité coercitive et son pouvoir de rassemblement symbolique de la nation. L'État postcolonial se place « sur scènes » (Balandier, 1985 : 11-51) afin de séparer et de nommer symboliquement ses dirigeants et ceux qui en garantissent officiellement la légitimité (Bourdieu, 1982 : 135-148). Cette théâtralité du politique puise largement ses valeurs et ses représentations dans le registre de « l'État vertueux » (Geertz, 1986 : 158-163), instrument du bien public, conforme à l'idéal-type de la domination légale-rationnelle importé par le colonisateur. Les dramaturgies officielles instituées depuis 1960 apparaissent à cet égard comme des moments forts de l'extraversion de l'État postcolonial. Elles imposent à celui-ci un encombrant débat sur la nature même de l'événement fondateur et fournissent autant de tribunes pour les répertoires idéologiques successifs dans lesquels s'inscrivent les combats politiques. Elles fournissent le cadre symbolique majeur de l'appropriation d'un espace urbain central largement dessiné par la colonisation (Rajaonah, 1996 : 149-162).
- 2 Le nationalisme officiel accorde la priorité à la définition d'une identité de référence (Eriksen, 2002 : 30 ; Gellner, 1989 : 19) opposable à la conquête coloniale. Cette unanimité de façade est toutefois démentie par l'absence manifeste d'un théâtre civique unifié à

l'échelle de l'ensemble du réseau urbain, l'examen de l'espace public des capitales de province révélant au contraire un usage politique conflictuel du territoire de l'État. Il existe donc un jeu de la mémoire et de l'oubli, tributaire de la succession des régimes politiques depuis la fondation de cet État. Ses effets sur la formation d'un sentiment d'appartenance nationale ne s'annulent pas cependant, mais procèdent par ajustements successifs. Qu'il s'agisse des opportunités symboliques coïncidant avec les fêtes civiques (Ricœur, 2000 : 526) ou de la mise en icône d'une mémoire officielle de l'État (Nora, 1984 : 29), celui-ci fait figure d'opérateur historique d'une « *idéologie rétroactive et symbolique qui exprime la volonté de cumuler des éléments identitairement signifiants* » (Chebel, 1998 : 188 sq.).

Une commémoration erratique des origines

- 3 La chronologie des célébrations de la fête nationale malgache laisse apparaître une variation concernant le choix même de la date, c'est-à-dire de l'événement fondateur de l'État. Jusqu'à la fin de l'année 1972 subsiste ainsi un dédoublement du rituel aboutissant à minorer l'indépendance politique officielle au profit du début de la construction administrative de l'État¹, cependant que le renversement de la Première République (Althabe, 2000 : 217-279) se traduit l'année suivante par la disparition pure et simple de la journée commémorative du 14 octobre. Celle-ci est désormais banalisée au profit exclusif du 26 juin, qualifié de « fête nationale de l'indépendance ». La date est restée depuis inchangée, cependant que la stèle inaugurée par Philibert Tsiranana le 14 octobre 1959, lors de la première commémoration de la fondation de l'État postcolonial, demeure exclue des célébrations. La place en bordure de laquelle cette stèle est construite est désormais dépourvue de dénomination officielle², alors qu'il s'agit d'un lieu de mémoire essentiel de la monarchie merina précoloniale³.
- 4 La dissociation opérée par le calendrier entre l'exaltation de la nation et celle de l'indépendance de l'État est assortie de nombreux éléments de continuité avec la célébration coloniale des 14 juillet, depuis la suppression officielle du *fandroana* / fête du bain royal et son remplacement par la fête nationale française (Esoavelomandroso, 1989 : 145-158). Ce transfert est facilité par l'adoption de certaines formes festives malgaches – plus spécifiquement merina – opérée par l'administration coloniale dans le cadre de sa politique indigène, de nature à favoriser la perception d'une fête importée par un État étranger en tant que rituel consensuel global, intégrant l'allégeance politique au conquérant et la célébration du lien social. Pour les dirigeants de la Première République, il s'agit par conséquent d'une sorte de purification du modèle festif importé, auquel l'indépendance restituerait sa cohérence idéologique.
- 5 Les fastes de la célébration initiale de l'indépendance à Tananarive, les 29, 30 et 31 juillet 1960⁴, fournissent la version achevée de ce modèle néocolonial de la fête. Son déroulement séquentiel est largement uniforme à chaque échelon du maillage administratif du territoire, conformément aux directives d'un comité national incluant le gouvernement mais ouvert à toutes les organisations sociales et politiques, semble-t-il sans exclusive. Aussi le rituel n'est-il pas dépossédé de caractère fondateur, comme l'attestent la pérennité du 26 juin et le respect entourant les monuments commémoratifs érigés durant ces festivités.
- 6 Le maintien de la présence de l'ex-colonisateur est dénoté par le défilé des anciens combattants des deux guerres mondiales et la participation active des ressortissants de l'ex-puissance coloniale aux festivités, ainsi que par les publicités provenant presque

toutes d'entreprises françaises figurant sur les programmes officiels. Les Français sont encore là, il apparaît même que la célébration de l'indépendance leur permet de prolonger plus aisément les aspects les plus voyants de la fête coloniale, tels que les rallyes automobiles et autres soirées musicales autour d'artistes venus de France.

- 7 Derrière la trame de ce consensus composite se profile un véritable rite de passage, avec ses phases successives de séparation, transformation liminaire et agrégation (Turner, 1990 : 95-98). La négociation conviviale menée dans les bureaux de l'Hôtel Matignon est mise en exergue par la présence à Tananarive de Michel Debré, Premier ministre, et plus encore par la réception des soixante-douze délégations étrangères, dont les drapeaux flottent de part et d'autre de l'ex-avenue de la Libération, devenue avenue de l'Indépendance. Le soir venu, la cohorte des porteurs de torches se mobilise dans l'obscurité de la nuit, elle porte la clarté des lendemains qui chantent depuis l'enceinte du stade de Mahamasina, où se trouve la vato masina / pierre sacrée des changements de règne précoloniaux⁵, jusqu'à la place de l'Hôtel-de-Ville, espace de la nouvelle souveraineté. Le précédent des retraites aux flambeaux du 14 juillet fournit au symbole la charge d'ambiguïté convenant aux relations franco-malgaches du moment, mais l'itinéraire est changé : celui de la période coloniale, du Palais royal à Mahamasina, se conformait à la mémoire rituelle de l'État merina, tout en la folklorisant.
- 8 Au centre des célébrations nationales se situe l'inauguration de la stèle que l'État s'efforce de faire ériger par toutes les municipalités. Il nationalise ainsi un objet rituel – pierre levée ou poteau – répandu dans toutes les sociétés de Madagascar, avec ses fonctions de commémoration ou de cadastrage, voire même de refondation du lien social. La stèle de Tananarive est dressée sur l'ex-place Colbert qui devient la place de l'Indépendance⁶ ; dans toutes les grandes villes de province sont expédiés des secrétaires d'État délégués au *Vatolahy* / Pierre Levée, afin de garantir la solennité de l'inauguration. Le défilé complète ensuite l'agrégation du nouvel État à l'*ordo hominum*, laquelle sera parachevée par l'entrée de l'État malgache à l'ONU, le 21 septembre 1960.
- 9 La révolution de mai 1972 met un terme à cet œcuménisme franco-malgache, cependant que la fête resserre son espace et revêt un caractère exclusivement militaire⁷. Changement de lieu, tout d'abord : jusqu'à l'édition de 1993 incluse, quelques mois après l'élection d'Albert Zafy à la tête de l'État, le champ clos du stade de Mahamasina⁸ se substitue à l'espace ouvert de l'avenue de l'Indépendance, jalonné à mi-parcours par le podium installé devant l'Hôtel-de-Ville. C'est la récupération du lieu de mémoire principal du 26 juin 1960 : la « Déclaration commune franco-malgache » y avait été lue successivement dans les deux langues. Parallèlement est délaissée la ville haute, avec l'abandon de la célébration du 14 octobre dès l'année suivante, à partir de 1973. Exaltation de la pierre d'intronisation mais occultation du lieu des *kabary* royaux : l'État postcolonial découpe à loisir dans l'espace symbolique de la monarchie merina du XIX^e siècle, qu'il utilise comme une véritable banque de ressources identitaires, au gré de ses transformations propres. Parallèlement à cet usage rétroactif des premiers efforts de construction d'un État bureaucratique et souverain, l'État nationaliste cautionne la décision de la municipalité tananarivienne, cette même année 1973, de remodeler la toponymie⁹ (Oberlé, 1987 : 177) dans un sens conforme à l'idéal d'un centre de pouvoir englobant, énonçant dans sa voirie un récit des origines de la nation. Cet hommage apparaît comme une tentative pour dépasser le conflit autour des héros fondateurs en créant un panthéon culturel, transversal à l'égard des allégeances précoloniales traditionnelles. La voirie dessine bientôt l'allégorie d'une construction territoriale

pluriséculaire avec ses grandes dates, ses héros et ses alliés. L'État vertueux est relayé par une municipalité paysagiste et soucieuse de classement, conformément au modèle urbanistique importé par le colonisateur.

- 10 La clôture de l'espace dramaturgique du stade infléchit le rituel festif vers une affirmation de la puissance de l'État, dans l'esprit du discours-programme que le général Gabriel Ramanantsoa, chef du gouvernement militaire provisoire doté des pleins pouvoirs, prononce à la radio le 27 juillet 1972. Ce projet autoritaire est dénoté par les solennités de la Deuxième République, dont la célébration du quinzième anniversaire de l'indépendance, le 26 juin 1975, fournit la meilleure illustration. On peut y voir une théâtralisation de l'État tel qu'il est défini dans la « Charte de la révolution socialiste malgache tous azimuts » (Ratsiraka, 1975 : 30), appelée plus familièrement *Boky mena* / Livre rouge dès sa parution. Le nouveau rituel festif multiplie les références aux liturgies communistes¹⁰, sans adhésion officielle au marxisme-léninisme ni démonstration d'une mainmise partisane sur la société. Du rituel socialiste demeurent d'abord des apparences : les solidarités affichées par les discours officiels, la prolifération des uniformes et des protocoles d'inspiration nord-vietnamienne et nord-coréenne, les tee-shirts estampillés du mot *tolom-piavotana* / révolution ; la presse voit affluer des poèmes « spontanés », souvent des exercices de lycéens popularisés à l'initiative de leurs enseignants, dans lesquels la mobilisation idéologique cède le pas à un populisme teinté de références bibliques.
- 11 Le renversement de la Première République suscite également la résurrection symbolique des victimes de l'insurrection déclenchée le 29 mars 1947. Dès son accession au sommet du pouvoir, Didier Ratsiraka leur fait ériger un mausolée dans lequel seront inhumés les restes de quatre combattants nationalistes choisis parmi les victimes des massacres de Moramanga (Tronchon, 1986 : 77). Le transfert des cendres a lieu le 28 mars 1977¹¹, la veille de l'inauguration du monument. La dépouille de Jean Ralaimongo, à nouveau déplacée¹², les y rejoint. Cette héroïsation des militants anticoloniaux élargit l'hommage institué à la suite d'une motion déposée devant le Xe Congrès du PSD¹³, en 1965, par son secrétaire général et ministre de l'Intérieur André Resampa : la loi du 19 décembre 1966 établit le 29 mars comme fête chômée.
- 12 La construction du mausolée national d'Antananarivo n'entraîne pas pour autant une modification subséquente du protocole du 26 juin. Pas plus que l'indépendance-association octroyée par le colonisateur, le sang versé contre lui n'apparaît immédiatement susceptible de créer une mythologie unificatrice légitimant l'État-nation. L'événement suscite en fait le malaise plus qu'il ne fédère, y compris parmi les dirigeants du régime, dont les ascendants n'ont pas été impliqués dans le même camp. On relèvera à titre d'exemple que le ministre de la Défense chargé de superviser la célébration du quarantième anniversaire de l'insurrection, Christopher Bienaimé Raveloson Mahasampo, est l'un des huit enfants de Raveloson Mahasampo, militant fondateur du PADESM¹⁴, nommé gouverneur de quatrième classe à titre politique et décoré de la légion d'honneur après l'échec du soulèvement.
- 13 Les victimes des deux massacres de Moramanga sont cependant érigées en héros fondateurs par la Deuxième République. Un *fasan'ny mahery fo* / cimetière des martyrs¹⁵ leur est construit à l'emplacement des charniers, à la périphérie de la ville. Cet effort de construction est étendu à l'échelle nationale pour la commémoration de 1987, orientée vers la création d'une mythologie unitaire et anticoloniale. Le pouvoir s'efforce de banaliser une nouvelle génération de stèles commémoratives, partout où la trame événe-

mentielle de l'insurrection le permet. Une direction des anciens combattants de la révolution est créée dès 1975 au ministère de la Défense, cependant que le titre de héros de la révolution est décerné à Joseph Raseta¹⁶, ancien député du MDRM¹⁷ non rallié à la Première République. En 1980 sont créés un ordre des combattants de la révolution et une carte du combattant de la révolution, réservés à tous ceux qui ont été arrêtés par le pouvoir colonial les armes à la main.

- 14 À partir de 1984, la toponymie postcoloniale est passée au crible d'un Comité national des noms géographiques chargé d'une décolonisation systématique de la dénomination du territoire, qu'il s'agisse du réseau urbain ou des éléments de la topographie. Il s'agit d'expulser de la subjectivité quotidienne une mémoire des lieux contredisant l'affirmation officielle d'une antériorité précoloniale de la nation (Ratsiraka, *op. cit.* : 13). Simultanément, le pouvoir puise dans la réserve de capital symbolique fournie par le caractère immémorial des langues vernaculaires, dont la logique historique tissée d'anonymat est ici confondue avec celle d'une politique officielle de la langue.
- 15 L'avènement de la Troisième République s'accompagne d'un ultime ajustement des formes de la théâtralisation du pouvoir. À compter de l'année 1994, la fête organisée par l'État de la bonne gouvernance ne se borne pas à renouer avec la retraite aux flambeaux et le défilé composite de l'avenue de l'Indépendance¹⁸. Elle renoue avec l'alternance du jour et de la nuit et s'organise autour de trois podiums sponsorisés, échelonnés en autant de haltes-spectacles organisées thématiquement selon une répartition des genres musicaux. Les musiques dites « traditionnelles »¹⁹ sont jouées en amont, au pied du jardin d'Ambohijatovo et de la colline d'Andohalo, cependant que les variétés nationales et étrangères alternées sont installées plus bas, au cœur de l'ancienne ville coloniale. Le consensus social est toujours là mais l'État développeur, à défaut d'être effectivement minimaliste, n'a plus de prétention englobante. Après l'État instituteur et l'État combattant, voici donc l'État gestionnaire.

L'usage conflictuel du territoire

- 16 La toponymie de la voirie urbaine provinciale traduit une harmonisation laborieuse de l'ensemble des sites topographiques de la mémoire avec le projet d'État-nation unitaire. Cette difficulté est surtout visible dans l'espace public des capitales de province, parce qu'elles concentrent la plupart des marqueurs officiels de l'identité nationale. Ainsi la ville d'Antsiranana (Diego-Suarez) – pourtant capitale de province – n'a-t-elle trouvé ni place ni avenue à laquelle fournir l'appellation de l'indépendance. Le modèle nationaliste n'est bien développé qu'à Antananarivo et, à un degré moindre, à Fianarantsoa. Dans les capitales de province situées sur les côtes, les appellations de la période française sont omniprésentes. Elles vieillissent doucement aux côtés de quelques dénominations géographiques locales, puisées dans le registre de l'espace vécu : on relèvera, par exemple, un boulevard de Mahabibo à Mahajanga (Majunga) ou une route de l'Ankarana à Antsiranana. Les personnalités de la Première République ne sont représentées que par le président Philibert Tsiranana, invariablement doté d'une artère principale. À Toamasina (Tamatave), la configuration n'est pas très différente. À l'exception d'une avenue de l'Indépendance reliant le bloc administratif à la mer et d'une poignée de voies portant des noms issus du passé précolonial ou de la mémoire de la résistance à la conquête française, ce sont les mêmes rares appellations tirées de la topographie locale, largement dominées par les grandes figures d'une France figée à la fin des années cinquante.

- 17 Cette quasi-pérennité de la toponymie urbaine dénote moins une nostalgie coloniale que la mise en réserve symbolique de l'espace urbain, dans des mondes d'intersubjectivité où l'usage étranger de la dénomination systématique de la voirie n'est pas aussi incorporé que dans les deux capitales provinciales des Hautes terres. Centres de diffusion de l'idéologie nationaliste, celles-ci sont aussi les têtes de pont du changement culturel importé.
- 18 Ce sont toutefois les monuments commémoratifs qui constituent l'enjeu essentiel de cet usage conflictuel de l'espace civique, compte tenu de leur potentiel de fixation des rituels et de leur pérennité dans l'univers d'expérience des habitants. On relèvera ainsi le caractère disparate et changeant de la monumentalité postcoloniale à l'échelle territoriale de l'État. À Toamasina, la stèle de quartz rose dressée face à l'océan commémore non l'indépendance, mais le dixième anniversaire de la République malgache : « 14 octobre 1958 – 14 octobre 1968 ». Une telle anomalie doit être replacée dans le cadre géopolitique suggéré par la même absence d'une stèle de l'indépendance dans deux des trois autres capitales de province situées à la périphérie du territoire, Mahajanga et Antsiranana. À Toamasina, cette substitution de la commémoration de la naissance de l'État à celle de la souveraineté nationale peut être éclairée par la position du premier maire malgache de la ville, Alexis Bezaka, ministre de la Santé dans le conseil de gouvernement formé postérieurement à la loi-cadre mais hôte du congrès dit « de l'indépendance », lequel rassemble du 2 au 4 mai 1958 tous les partisans d'une souveraineté immédiate. Alexis Bezaka recevra la présidence de l'éphémère délégation permanente du congrès et sera, de ce fait, limogé de son poste ministériel par Philibert Tsiranana, alors vice-président du Conseil de gouvernement. La complexité des enjeux locaux de la décolonisation se traduit par un décalage chronologique dans l'érection du monument commémoratif, assorti d'une modification de sens.
- 19 À Mahajanga, l'usage conflictuel de l'espace public adopte comme à Toamasina la forme du retard et de la substitution. Aucun monument commémoratif jusqu'à l'inauguration d'un buste de Philibert Tsiranana placé en face de la mairie, en 1990, pour le trentième anniversaire de l'indépendance. Ce buste est posé sur un socle cimenté, au centre du principal carrefour de la ville, portant l'inscription suivante en français : « 1960-1990 / 30e anniversaire de l'indépendance / Philibert Tsiranana / Premier président de la République Malgache / 1960-1972 / Père de l'indépendance de Madagascar ». Dans sa concision même, ce libellé constitue un désaveu implicite de la légitimité du régime suivant, sous lequel pourtant le monument a été inauguré par le maire, Claude Pagès²⁰, en présence de la veuve du président Philibert Tsiranana et des autorités provinciales. Celui-ci est en effet désigné comme le « premier président » d'un État qui change de nom dès 1975, lors de l'adoption de la Constitution de la Deuxième République. Un tel glissement de terminologie est à l'image de ces signes ténus par lesquels le paysage urbain signe la pérennité de conflits peu énoncés, que l'on refuse pour autant d'enterrer.
- 20 À Antsiranana, le conflit de légitimités se traduit par des mutations successives affectant des portions de l'espace urbain alternativement investies puis délaissées en fonction des aléas du jeu des positions politiques. On évoquera à cet égard l'exemple de la place de l'Hôtel-de-Ville, dénommée place Foch à l'époque coloniale et sous la Première République. Le 29 décembre 2004 y est inaugurée une stèle constituée d'un buste du président Philibert Tsiranana, placé au sommet d'une petite pyramide à degrés. Cette cérémonie met fin à un face-à-face de quelque vingt-cinq ans entre les pouvoirs publics et un « Comité pour la commémoration du président Philibert Tsiranana », présidé par

Fatima Achimo, ancien sénateur et ancien ministre de la Première République. Un premier buste, fabriqué peu de temps après la mort de Philibert Tsiranana, n'a jamais été érigé. Pour autant, la pyramide du socle avait été construite et restera intacte, signe durable et tacite de la pérennité d'un conflit toléré par le pouvoir. Il n'était pas question que le président Didier Ratsiraka admette la présence d'un monument commémorant son prédécesseur, alors même que la renégociation des accords de coopération²¹ avec la France constituait le coup d'éclat lui ayant ouvert la présidence du Conseil suprême de la révolution et, à terme, de l'État. Il ne pouvait être question, par ailleurs, d'infliger à Fatima Achimo l'humiliation d'une destruction délibérée de ladite pyramide : ni son rang dans la hiérarchie des allégeances aux monarchies traditionnelles du Nord-Ouest (Ballarin, 2000 : 339), ni la fragilité de l'équilibre conflictuel établi entre la société urbaine locale et l'État postcolonial²² ne le rendaient possible. Comme dans les autres capitales provinciales, la disproportion entre la simplicité de ces éléments du décor urbain et la charge symbolique qui leur est durablement affectée est totale.

La fabrique identitaire

- 21 Le jeu officiel de la mémoire et de l'oubli fabrique des héros qui deviennent autant d'icônes de l'identité nationale, mais aussi des figures symboliques plus équivoques, par lesquelles la communauté imaginée cesse d'être seulement postulée, pour acquérir l'évidence et la pérennité de ce qui devait nécessairement advenir. Ces personnages, moins glorieux mais tout aussi indispensables, construisent leur place dans le panthéon national en tant qu'instituteurs du *fanjakana*²³ : ce sont les opérateurs historiques de l'État. Les uns et les autres ont en commun la pérennité de leur valeur référentielle dans le temps postcolonial, la quotidienneté de leur présence dans le monde d'intersubjectivité grâce à l'installation de leurs noms dans l'espace public et le caractère national de leur célébrité.

La stèle des Douze dans l'enceinte du palais à Tananarive

(cliché D. Galibert : 12 octobre 2003)

- 22 Radama Ier (1810-1828) est, avec son père Andrianampoinimerina (1787-1810), l'une des deux icônes de la fondation culturelle officielle du territoire : les deux bâtisseurs de l'expansion merina au XIX^e siècle fusionnent dans le mythe du démiurge d'un État-nation conforme à la modernité politique importée. L'École du palais, fondée en 1820 à Antananarivo sur la colline du Rova/Palais royal, devient ainsi la préfiguration nécessaire du système public d'enseignement, cependant que la décision royale de codifier la langue merina écrite par l'unification officielle de l'orthographe, en 1823, constitue l'acte de naissance de la langue nationale. La stèle érigée²⁴ dans l'enceinte du Rova pour commémorer cette décision (voir photographie ci-dessus) représente un évangile ouvert, dressé sur une pirogue placée sur le fond d'un bassin. Il est ici question à la fois de pérennisation de la parole divine, de métaphore scolaire du voyage de l'esprit ouvert à la raison graphique par les nouveaux savoirs, d'un rappel de l'ancestralisation du sol national par la référence à la tradition du rituel funéraire de l'immersion lacustre de la dépouille royale, placée dans une *lakam-bola* / pirogue d'argent²⁵. La causalité est circulaire : parler de l'écriture, c'est parler du sacré, qui ramène au temps des rois fondateurs de la nation.
- 23 La stèle comporte quatre inscriptions. Les deux premières sont juxtaposées sur les pages de l'Évangile et les deux suivantes sont superposées sur le socle reliant celui-ci à la pirogue : « Mathieu 24 / 35 ; Le ciel et la terre passeront, mais mes paroles resteront vivantes ; Radama Ier : 1810-1828 – Première école à Besakana – 08.12.1820 – Décret instituant l'écriture de la langue malgache – AVEC L'ALPHABET LATIN – 26 mars 1823 ; VOICI LES DOUZE QUI ONT FRÉQUENTÉ LA PREMIÈRE ÉCOLE ET ONT PRIS PART À LA TRADUCTION DE LA BIBLE [EN] MALGACHE »²⁶.

- 24 La mise en icônes des mouvements nationalistes postérieurs à la conquête obéit à la même logique d'emblématisation, par-delà les variations de régime politique de la période postcoloniale. Ils attestent le caractère inévitable du réveil d'une conscience nationale déterminée par la culture : l'oppression coloniale n'agirait ici que comme le révélateur d'une conscience dormante, dans une vision unanimiste et téléologique de l'histoire. Cette dénégation du caractère contingent de la communauté imaginée de l'État-nation n'est pas propre au nationalisme postcolonial (Anderson, 1996 : 202), mais revêt une acuité particulière du fait des inégalités créées par la colonisation. Les icônes de la résistance, en imposant la réalité de leur combat, deviennent les garants de la profondeur historique de l'État. C'est la « fonction coelacanthé » (Thiesse, 1999 : 159 sq.) de construction de l'identité nationale, à l'usage d'une élite urbaine christianisée et acquise à la notion importée de citoyenneté.
- 25 La traduction visuelle de cette construction de la mémoire est brièvement évoquée à partir de l'exemple de la stèle érigée à Toliary par la municipalité, à l'occasion du cinquantième anniversaire du déclenchement de l'insurrection de 1947. De fait, les opérations n'ont pas affecté la province du Sud, mais cette nationalisation de l'évènement confère précisément à ce petit monument sa valeur de symbole. Un guerrier antandroy aux bras chargés de sagaies fait face à un colon tout aussi conventionnel (casque de liège, fusil, tenue de brousse immaculée). Par lui, l'image postule la généralité du sentiment patriotique et l'unicité du territoire. Le dos de la stèle comporte l'inscription suivante : « Souvenir – de la lutte des Malgaches – le 29 Mars 1947 »²⁷.
- 26 La preuve a contrario de cette logique d'amalgame par laquelle se construit l'identité nationale est apportée par la destruction furtive du monument colonial commémorant l'adoption du premier décret sur l'accès, très restrictif, des Malgaches à la nationalité française²⁸. La municipalité de Tananarive publie le communiqué ci-dessous, lequel ne paraît que dans *L'Express de Madagascar*, dont le rédacteur en chef est alors un Français de souche européenne :
- [...] Ce monument qui présentait déjà des failles et des cassures importantes, a déjà subi de grandes réparations. Mais les dernières pluies de cette année ont fait incliner la statue, comme la tour de Pise. Pour éviter les dégâts et les accidents, des bus, des marchands et des promeneurs se trouvant aux alentours de cet ancien monument de reconnaissance des relations franco-malgaches, il était opportun de le détruire dans la nuit²⁹.
- 27 Ce démontage complète le remplacement du monument commémorant l'annexion de Madagascar à la France (Paillard, 2001 : 325-366). Il se dressait jusqu'à l'indépendance sur la place Colbert, face à la résidence du gouverneur général dont le séparait la longueur de l'avenue de France. La stèle de l'Indépendance inaugurée lors des fêtes de juillet 1960 occupe son emplacement exact.
- 28 La mémoire du territoire ne se construit pas seulement dans la dualité de l'incorporation et de l'éviction. Les ambiguïtés multiples dont elle peut se charger, loin de construire un espace illisible, nourrissent sa contribution à la formation d'un univers d'expérience reçu comme allant de soi par l'habitant. Ainsi en est-il à propos du décès du premier chef de l'État postcolonial, Philibert Tsiranana, le 18 avril 1978. Il est officialisé par l'organisation de funérailles nationales, instituées par un décret pris par le président Didier Ratsiraka. Cette reconnaissance concédée par le chef de l'État de la Deuxième République est relayée par son acceptation de l'érection d'un buste placé devant la stèle de l'Indépendance, à Antananarivo, le 14 octobre 1999. Il s'agit là du premier succès du « Comité pour la commémoration du président Philibert Tsiranana ». L'opération, financée par ce comité,

a été risquée à la manière d'un « coup ». Didier Ratsiraka, réélu mais affaibli, est alors engagé dans une stratégie de division appuyée sur la création d'un niveau de pouvoir supplémentaire au niveau des provinces³⁰, ainsi que sur le retour à la globalisation d'une identité « côtière », telle qu'elle avait été formalisée par le colonisateur. Il demeure que le parfait état actuel de ce buste contraste singulièrement avec celui de la stèle commémorant la naissance de la Première République, sur la place désormais anonyme où tout aménagement d'envergure est évité. Le rôle historique controversé de Philibert Tsiranana, sa personne elle-même, tout cela compte moins désormais que cette épiphanie de la réalité transcendante de l'identité nationale, temporairement occultée par le colonialisme. Cette floraison encore hésitante de bustes de l'ancien président essaime le corps idéal de la nation (Kantorowicz, 2000 : 880-910) sur le vaste territoire de l'État. Elle estompe dans le même travail de construction symbolique les fidélités clientélares et les calculs circonstanciels du pouvoir.

Conclusion

- 29 Les variations du récit des origines et l'usage conflictuel du territoire interfèrent avec le besoin de légitimité de l'État postcolonial. La succession des référents idéologiques de celui-ci se traduit à la fois dans l'espace et dans le temps, comme l'attestent le décalage dans la dénomination des lieux entre la capitale et les principales villes de province et l'instabilité des rituels de commémoration. La construction paradoxale d'une communauté imaginée de la nation malgache reste pourtant repérable dans la formation d'une mémoire partagée du territoire. Celle-ci est en travail : elle se fait grâce à la pérennité d'un espace national d'expérience coïncidant durablement avec le champ politique et grâce à un panthéon de héros et de simples instituteurs de l'État-nation. Ces icônes au prestige inégal sont aussi présentes dans les régularités du discours politique et dans les programmes scolaires, mais n'ont été évoquées ici que dans la mesure où elles sont offertes au regard dans l'espace public des citoyens. Elles sont perçues peu à peu comme des gages symboliques de longévité et de familiarité traversant les générations. Installée dans une durée encore ébauchée, cette sédimentation historique fabrique un sens commun à partir des matériaux conflictuels du nationalisme officiel de l'élite scolarisée.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTHABE G., 2000 [1980]. « Tananarive en 1972 » in ALTHABE G. (dir.), *Anthropologie politique d'une décolonisation*. Paris, L'Harmattan.
- ANDERSON B., 1996 [1983]. *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris, La Découverte.
- BALANDIER G., 1980. *Le pouvoir sur scènes*. Paris, Balland.

- BALLARIN M. P., 2000. *Les reliques royales à Madagascar. Source de légitimation et enjeu de pouvoir (XVIII^e-XX^e siècles)*. Paris, Karthala.
- BOURDIEU P., 1982. *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris, Fayard.
- CHEBEL M., 1998. *La formation de l'identité politique*. Paris, Payot.
- ERIKSEN T. H., 2002. *Ethnicity and Nationalism. Anthropological Perspectives*. London, Pluto Press.
- ESOAVELOMANDROSO [RAJAONAH] F. V., s. d. « Les 14 juillet à Antananarivo au temps de la colonisation » in *Regards sur Madagascar et la Révolution française. Actes du colloque d'Antananarivo (5 et 6 juin 1989)*. Antananarivo, CNAPMAD-Madagascar : 145-158.
- GEERTZ C., 1986 [1983]. *Savoir local, savoir global*. Paris, PUF.
- GELLNER E., 1989 [1983]. *Nations et nationalisme*. Paris, Payot.
- KANTOROWICZ E., 2000 [1927]. *Les deux corps du roi. Essai sur la théologie politique au Moyen Âge*. Paris, Gallimard.
- NORA P. (dir.), 1984-1986. *Les lieux de mémoire*. Paris, Gallimard : 3 tomes.
- OBERLÉ P., 1987. *Antananarivo et l'Imerina*. Antananarivo, chez l'auteur.
- PAILLARD Y. G., 2001. « Les Rovade Tananarive et Ambohimanga. Représentations et manipulations coloniales (fin XIX^e siècle – 1939) », *Annuaire des pays de l'océan Indien*, vol. XVI : 1999-2000. Aix-en-Provence, Presses Universitaires d'Aix-Marseille : 325-356.
- RAJAONAH F., 1996. « Modèles européens pour une ville malgache : Antananarivo XIX^e-XX^e siècles » in COQUERY-VIDROVITCH C. & GOERG O. (dir.), *La ville européenne outre-mers : un modèle conquérant ? (XV^e-XX^e siècles)*. Paris, L'Harmattan.
- RATSIRAKA D., 1975. *Charte de la Révolution socialiste Malagasy*. Tananarive, Imprimerie d'ouvrages éducatifs.
- RICŒUR P., 2000. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris, Le Seuil.
- THIESSE A.-M., 1999. *La création des identités nationales. Europe : XVIII^e-XX^e siècle*. Paris, Le Seuil.
- TRONCHON J., 1986. *L'insurrection malgache de 1947. Essai d'interprétation historique*. Paris, Karthala.
- TURNER F. W., 1990 [1969]. *Le phénomène rituel. Structure et contre-structure*. Paris, PUF.

NOTES

1. La « Fête nationale malgache » [sic] est fixée au 14 octobre par l'ordonnance n° 60-062 du 20 juillet 1960 (JORM du 23 juillet 1960). La République malgache a été proclamée le 14 octobre 1958, dans le cadre de la Communauté française.
2. Il s'agit de l'ancienne place Jean Laborde à l'époque coloniale et durant la Première République, située dans la ville haute.
3. Il s'agit de l'espace où se tenaient tous les discours royaux (*kabary*).
4. Archives de presse consultées : *Vaovao Frantsay-Malagasy* (Les Nouvelles franco-malgaches : quotidien officiel), et *Lumière* (hebdomadaire catholique) de juin 1960 à juillet 1971.
5. Tout au moins depuis que Radama II y était monté le jour de son intronisation, en 1861.
6. Sur l'avvers de la stèle est gravée la devise de l'État : « Liberté-Patrie-Progrès » (*Fahafahana-Tanindrazana-Fandrosoana*).

7. Archives de presse consultées : *Madagascar-Matin* (quotidien gouvernemental officieux) de juin 1972 à juillet 1975, *Midi-Madagasikara* (quotidien indépendant fondé en 1983) de l'année de fondation à juillet 1991.
8. Observation *in situ* de la fête en juin 1992 et en juin 1993.
9. Délibération du conseil municipal en date du 17 mai 1973 : la ville elle-même retrouve son appellation précoloniale d'Antananarivo. La toponymie urbaine a été régulièrement relevée sur le terrain entre septembre 1990 et janvier 2005.
10. Le *mitabe* / mouvement d'ensemble devient une séquence forte du rituel festif annuel tenu à Mahamasina. Il s'agit de former une pyramide humaine surmontée d'un drapeau national et d'un drapeau rouge portant en médaillon le portrait du président Didier Ratsiraka.
11. Décret n° 77-065 du 27 mars 1977 (*JORDM* du 2 avril 1977).
12. Dans l'entre-deux-guerres, cet instituteur milite pour l'égalité civique puis pour l'indépendance. Sa dépouille avait fait l'objet d'un premier transfert lors des célébrations de 1960, du lieu de son décès dans la province de Diego-Suarez vers son *tanindrazana* / terroir ancestral dans la province de Fianarantsoa.
13. PSD : Parti social-démocrate. Il s'agit du parti présidentiel sous la Première République.
14. PADESM : le Parti des déshérités de Madagascar est fondé le 27 juin 1946. Il combat le mot d'ordre d'indépendance. Ses membres subissent violences et assassinats dans les régions insurgées ; certains d'entre eux participent à la répression.
15. Littéralement : « tombeau des cœurs vaillants ».
16. Décret présidentiel n° 79-270 du 2 octobre 1979 (*JORDM* du 6 octobre 1979).
17. MDRM : le Mouvement démocratique de la rénovation malgache est fondé le 11 février 1946 ; il revendique une indépendance-association immédiate avec la France.
18. Cette nouvelle performance festive du 26 juin a été observée à Antananarivo de 1994 à 1996. Archives de presse consultées : quotidiens *Midi-Madagasikara*, *Madagascar-Tribune* et *L'Express de Madagascar* (années 1997-2005).
19. Il s'agit de *hira gasy* / chant malgache, spectacle chanté et dansé apparu sur les Hautes terres dans le deuxième tiers du XIX^e siècle et de *kalon'ny fahiny* / chansons d'autrefois, chants associés initialement à l'opérette, apparus dans l'entre-deux-guerres.
20. Il s'agit d'un métis franco-malgache, portant le patronyme de son père.
21. La signature intervient à Paris le 6 juin 1973, à l'initiative du ministre des Affaires étrangères du directoire militaire, Didier Ratsiraka.
22. Le projet de malgachisation de l'enseignement mis en œuvre par le directoire militaire, sous l'autorité du général Gabriel Ramanantsoa, suscite des émeutes à Majunga et à Diego-Suarez, en février 1973.
23. Le mot désigne ici à la fois le métacapital symbolique de l'État et les nationaux par lesquels il est institué.
24. Elle est inaugurée le 27 mars 2003 en présence du ministre de la Culture et du président de l'Académie nationale malgache, soit deux jours avant la commémoration du 29 mars.
25. Fabriquée avec des piastres d'argent à partir du décès d'Andrianampoinimerina, cette pirogue funéraire était jusque-là taillée dans un tronc d'arbre.
26. L'alternance des casses a été respectée. Texte original : « *M o 24/35 ; Ny lanitra sy ny tany ho levona fa ny tenimba ho levon ; Radama I : 1810-1828 - Sekoly voalohany teo Besakana - 08.12.1820 - Didim-panjakana hanoratana - Ny teny Malagasy amin'ny - SORATRA LATINA - 26 Marsa 1823 ; IREO ROAMBINIFOLOLAHYNANDIA SEKOLY VOALOHANY ARY NANDRAY ANJARA TAMIN'NY FANDIKANA NY BAIBOLY MALAGASY* ». Suivent, sur la pirogue, les noms des douze fils de courtisans choisis par Radama I^{er}.
27. Texte original : « *Fahatsiarovana - Tolon'ny Malagasy - tamin'ny 29 Mars [sic] 1947* ».
28. Décret du 3 mars 1909, dit « décret Fallières », du nom d'Armand Fallières, le président de la République en exercice (*JORM* du 1^{er} mai 1909). Le monument est inauguré le 9 octobre 1909.

29. *L'Express de Madagascar*, 10 avril 2003 : 6.

30. Le référendum sur la création de provinces autonomes est organisé le 15 mars 1998. Le « Grand rassemblement pour l'autonomie des provinces », organisé par le pouvoir, obtient 50,50 % des suffrages.

RÉSUMÉS

L'instabilité de la mémoire officielle de l'État malgache postcolonial se lit dans le caractère erratique de la commémoration de ses origines et dans un usage conflictuel de l'espace public, particulièrement dans les principaux centres urbains. L'étude diachronique du rituel de la fête de l'Indépendance et de la création d'un panthéon national dénote la variation de la référence idéologique extérieure de l'État. Celle-ci ne fait pas obstacle aux ajustements successifs du jeu de la mémoire et de l'oubli, par lesquels se construit un patrimoine symbolique associant des sites topographiques et des héros fondateurs. Le corps idéal de la nation se démarque ainsi lentement de la gouvernementalité changeante de l'État.

The unstable nature of the postcolonial Madagascan state's official memory of is shown by the erratic character of the commemoration of its origins and by the conflictual use of public space, particularly in the main urban centres. A diachronic examination of the ritual marking Independence Day and of the creation of a national pantheon indicates the variation in the state's external ideological references. The state does not block successive adjustments in the interplay of memory and forgetting by which a symbolic heritage is constituted that associates topographical sites and founding heros. The ideal body of the nation is thus distinguishing itself slowly from the changing governmentality of the state.

INDEX

Mots-clés : État-nation, fête de l'Indépendance, identité, Madagascar, mémoire, postcolonie, territoire

Keywords : identity, Independence Day, Madagascar, memory, nation-state, post-colony, territory

AUTEUR

DIDIER GALIBERT

CRESOI – Université de La Réunion